

Études internationales



Tostensen, Arne. *Dependance and Collective Self-Reliance in Southern Africa : The Case of the Southern African Development Coordination Conference (SADCC)*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Research Report, no 62 », 1982, 174 p.

Léopold Battel

Volume 15, numéro 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701779ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701779ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Battel, L. (1984). Compte rendu de [Tostensen, Arne. *Dependance and Collective Self-Reliance in Southern Africa : The Case of the Southern African Development Coordination Conference (SADCC)*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Research Report, no 62 », 1982, 174 p.] *Études internationales*, 15(4), 969–970. <https://doi.org/10.7202/701779ar>

mi et P. Ochieng "The Kenyatta Succession" paru chez Transafrica à Nairobi.

Jean-Pierre THOUÉZ

Département de géographie
Université de Montréal

TOSTENSEN, Arne. *Dependence and Collective Self-Reliance in Southern Africa: The Case of the Southern African Development Coordination Conference (SADCC)*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, Coll. "Research Report, no 62", 1982, 174 p.

L'objectif principal de la Conférence pour le développement et la coordination en Afrique australe (SADCC), outre la coopération intra-régionale entre pays membres, vise l'intensification des échanges entre les neuf pays d'Afrique australe et, plus particulièrement entre les États de la « ligne de front » afin de réduire leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud (RSA).

L'ouvrage de Tostensen tente d'examiner les politiques et initiatives indépendantes de ces États, depuis la création de la SADCC, pour se dégager de l'emprise de leur puissant voisin. L'auteur admet qu'il s'agit d'une étude de « bureau », les sources utilisées étant secondaires. Il espère néanmoins poser les prémisses nécessaires à l'étude et à une compréhension des tendances générales. Le niveau d'analyse reste celui de l'État, bien que son analyse tende à considérer la SADCC comme une entité régionale et un acteur à part entière.

Une première partie fournit une très brève introduction à la région avec quelques données de base.

La deuxième partie discute des fondements conceptuels de la dépendance aux fins d'analyse, à partir de définitions de Keohane et Nye sur la dépendance et l'interdépendance où les asymétries enregistrées sont l'occasion de sources d'influences des acteurs dans leurs relations avec d'autres. Ce concept d'interdépendance est ultérieurement raffiné afin d'en démontrer la relation de pouvoir sous-jacente. On y distingue ainsi deux dimensions : sensibilité (sensitivity) et vulnérabilité. La première

implique divers degrés de réactions à l'intérieur d'un ensemble de politiques établies. Les effets et changements des politiques d'un État sur un autre sont examinés, avec les coûts encourus. Les politiques demeurent constantes. La vulnérabilité concerne les fardeaux imposés à un pays par des événements extérieurs et les ajustements qu'il effectue en réponse à ceux-ci sur une période de temps donné. Parmi les facteurs qui affectent la capacité d'un acteur à s'adapter aux circonstances nouvelles, l'auteur tient compte de a) ressources physiques b) ressources humaines c) forces sociales internes et d) alliances et alignements extérieurs.

À l'aide de ces concepts, Tostensen procède à une revue sectorielle, et par pays, de la dépendance qui s'établit avec la RSA. Il en ressort un constat de dépendance, à des degrés variés certes, vis-à-vis de la RSA dans plusieurs secteurs, notamment le transport, le commerce, la migration de la main-d'oeuvre, et dans certains cas, les investissements. Malgré une dépendance mutuelle entre le voisin sud-africain et les États d'Afrique australe, la RSA s'avère moins dépendante des membres de la SADCC que vice-versa. Seul le secteur énergétique offre des possibilités pour la SADCC d'agir (leverage) sur la RSA. L'auteur reconnaît le problème posé par la proximité géographique de la RSA, notamment pour les signataires de la *Southern African Customs Union* (SACU), i.e. Botswana, Lesotho et Swaziland. Il entrevoit cependant la possibilité pour les pays de la SADCC de modifier leurs politiques en vue d'une réduction de cette dépendance, à un coût variant selon chacun sur une période à moyen et long terme mais dont le bénéfice sera supérieur à l'état de vulnérabilité existant. Il conclut à l'impératif d'une action collective de la SADCC en ce sens.

La troisième partie offre un compte-rendu détaillé de la genèse et du développement de la SADCC depuis la conférence d'Arusha (1979) jusqu'à celle de Blantyre en novembre 1981. L'approche et la structure organisationnelle de la SADCC apparaissent comme pragmatiques, décentralisées et fondées sur le consensus décisionnel. Il s'agit donc d'une

approche à l'intégration régionale « fonctionnaliste », soit graduelle, et qui semble avoir constitué pour l'instant l'essentiel du progrès enregistré par la SADCC à la différence de plusieurs institutions régionales africaines hypothéquées par le poids d'une bureaucratie lourde. En effet, la SADCC n'a créé aucune institution supra-nationale à ce jour.

La dernière partie traite des problèmes avec lesquels la SADCC est confrontée à différents niveaux: le financement, les frictions internes, le danger de nouvelles dépendances et les réactions de la RSA à ses initiatives. Les différences politiques entre régimes représentent toujours une faille que l'Afrique du Sud peut exploiter. Toutefois, Tostensen observe que la RSA, même si elle détient une position de force sur les plans militaire et économique, sera amenée progressivement à tenir compte de la SADCC si celle-ci parvient à maintenir un minimum de cohésion.

L'auteur note cependant que la recherche d'autres alternatives à la dépendance à l'égard de la RSA, notamment dans le secteur des transports et communications, risque de déboucher sur de nouvelles dépendances pour la SADCC. Ceci par le renforcement des structures de type colonial ou des puissances extra-régionales plutôt que de la coopération intra-régionale et d'autosuffisance collective, et deuxièmement, par d'ambitieux programmes sectoriels qui conduiront à une dépendance excessive sur des donateurs extra-régionaux pour l'obtention de financement et d'assistance technique.

La pertinence des variables conceptuelles employées demeure certes valable pour une certaine compréhension des rapports de force en jeu sur le terrain. La conclusion voulant que la SADCC peut réduire, voire éliminer considérablement dans certains secteurs, la dépendance asymétrique qui caractérise ses liens avec la RSA, est sujette à la vérification et à la confirmation du temps, vu l'existence relativement récente de la Conférence. Face à la puissance sud-africaine, l'homogénéité des États membres de la SADCC réside avant tout dans l'essoufflement économique. La crise économique conjuguée aux pressions militaires et aux calamités naturelles ont amené

ceux-ci à composer avec leur puissant voisin. Les accords de Lusaka (RSA-ANGOLA) et de Komati-Poort (RSA-MOZAMBIQUE) du 16 février et 16 mars derniers constituent l'aboutissement de cette prise de conscience.

En effet, le rapport no 62 nous fait comprendre que le caractère non bureaucratique de la SADCC et son processus décisionnel par consensus, et cela en dépit de la diversité des régimes et de leurs intérêts, imposent un comportement modéré, réaliste favorisant un *modus vivendi* avec la RSA. Par ailleurs, les velléités d'indépendance des États de la SADCC ont peut-être contribué à amorcer chez la RSA la recherche de solutions et le désir de rompre un isolement qui risquait de se consolider avec l'apparition des donateurs d'assistance. En ce sens, les succès diplomatiques enregistrés par la RSA à travers ces deux accords, suivis de la tournée de Pictet Botha en Europe, pourraient couper court, voire nuire, à la vocation de la SADCC.

Le rapport de Tostensen permet enfin, sans prétention, une initiation à la problématique politique de l'Afrique australe. On ne peut que regretter que l'emploi de qualificatifs teintés de parti pris le prive de l'objectivité scientifique complète que peut conférer une approche méthodologique.

Léopold BATTEL

*Ministère des Affaires
Extérieures, Ottawa*

ASIE

ÉTIENNE, Gilbert. *Développement rural en Asie: Les hommes, le grain et l'outil*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Tiers Monde, Publications de l'IEDES », 1982, 284 p.

Cet essai se présente comme le bilan d'une série d'enquêtes et d'études réalisées par l'auteur au cours des trois dernières décennies dans quatre pays d'Asie, à savoir l'Afghanistan, l'Inde, le Pakistan et la Chine. G. Étienne y mélange les descriptions pertinentes avec les envolées lyriques peu adaptées